

Des compétences contestées par le gouvernement actuel :

A partir de 2004, une accentuation de la décentralisation a été amorcée, avec les projets de décentralisation de l'AFPA et des formations sanitaires et sociales décidées par le gouvernement Raffarin.

Mais la tendance jacobine de la droite a vite repris le dessus avec l'arrivée de Sarkozy, d'autant plus que presque toutes les Régions ont une majorité de gauche aux élections régionales de 2004, puis 2010.

Le gouvernement Sarkozy – Fillon n'a eu de cesse d'essayer de saboter cette décentralisation et de contester, dans les faits, ce rôle de pilote des Régions en matière de formation professionnelle.

Ainsi, le patrimoine immobilier de l'AFPA n'a pas été transféré aux régions, mais à l'association AFPA qui devient ainsi un organisme de formation comme les autres : le gouvernement joue la privatisation de l'AFPA et l'affaiblissement de la notion de service public de formation professionnelle continue.

Ainsi, l'évaluation du coût des transferts de charges résultant de la décentralisation des formations sanitaires et sociales n'est toujours pas complètement réglée, d'autant plus que l'Etat a changé les programmes et le rythme de tous les diplômes et a décidé de mettre la formation d'infirmier sous l'autorité des universités.

Ainsi, la loi de réforme de la formation professionnelle a été élaborée avec un minimum de négociation avec les partenaires sociaux, mais sans concertation avec les Régions. Pour faire bonne mesure, le gouvernement a tenté de supprimer le rôle de chef de file des Régions pour l'élaboration des PRDFP. Devant les nombreuses protestations, il a laissé ce rôle dans l'élaboration, mais soumis la validation finale du PRDFP à l'arbitrage des Préfets de région.

Ainsi, le gouvernement vient de décider pour 2011 un gel des dotations auprès des Régions concernant tout ce qui concerne l'apprentissage et la Formation Professionnelle, ce qui revient à **la diminuer** du taux de l'inflation.

On le voit, le gouvernement cherche systématiquement à contester le rôle de chef de file de la Formation Professionnelle, sans pour autant se donner les moyens d'assumer ce rôle (il n'en a plus les moyens après l'affaiblissement des Directions du Travail et de la Formation Professionnelle).

Au total, cette action du pouvoir sarkoziste aboutit à affaiblir l'expression d'une volonté publique en matière de formation professionnelle initiale et continue, en cassant tous ses outils. On est bien là dans une vision très libérale : laisser faire les forces du marché (mais qui aboutit, on le sait, à un accroissement des inégalités et finalement à un affaiblissement de l'économie en général).